

CANDIDAT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER POUR LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Juriste internationaliste, formé à Genève et à Moscou, je suis le candidat du Niger au poste de membre de la Commission du Droit International de l'Organisation des Nations Unies. Universitaire, ancien juge, ancien président d'une institution nationale, je connais parfaitement les problématiques liées au droit international africain et ses enjeux sous régionaux, régionaux et internationaux. Ma vie professionnelle m'a conduit en permanence à la production du droit international et du droit interne. Je suis pleinement investi dans la recherche scientifique: membre du Conseil scientifique de l'Université Abdou Moumouni, membre de plusieurs revues juridiques, directeur de publication de la Revue Nigérienne des Sciences Juridiques et Politiques. J'ai été chef de département de droit public, Membre, Vice-Président de la Cour constitutionnelle du Niger, Premier Président de la Cour des comptes du Niger. Actuellement Professeur titulaire des universités (CAMES), Doyen de la Faculté des sciences juridiques et politiques, je me porte **candidat à l'élection au poste de Membre de la Commission du Droit International des Nations Unies.**



Pr Oumarou NAREY

MA VISION POUR LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Le droit international public se veut « *plus volontiers le reflet d'un état de conscience juridique collective et une réponse aux nécessités sociales des Etats organisés en communauté. A l'évolution de la société internationale elle-même, il convient d'ajouter les progrès enregistrés dans le domaine technologique [...]* » **(Juge Mohamed BEDJAOUI dans son opinion relative à l'avis consultatif de la CIJ, Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Recueil, 1996, p. 268, par. 13).**

Cette opinion que je fais mienne constitue le point de départ d'une interpellation plus que jamais d'actualité à l'heure où le droit international est confronté aux transformations politiques et/ou juridiques profondes du 21^{ème} siècle. Celles-ci se traduisent en défis fonctionnels, institutionnels et juridiques.

Juriste de haut niveau, je suis convaincu que le droit international doit demeurer un instrument dynamique au service de la paix, de la justice et de la coopération entre les États.

Les défis du XXI^e siècle — changements climatiques, révolution numérique, intelligence artificielle, cyberspaces, pandémies, déplacements forcés de populations, protection des ressources communes, prolifération des acteurs non étatiques — questionnent les fondements classiques de l'ordre juridique international. Ma vision est celle d'une **CDI résolument tournée vers l'avenir**, capable d'anticiper les mutations du monde et de proposer des réponses adaptées à notre temps : sa mission de codification et de développement progressif doit renforcer la sécurité juridique, en préservant la souveraineté, l'égalité des États, le règlement pacifique des différends et le strict respect des droits humains.

PLUS DE 25 ANS AU SERVICE DU DROIT INTERNATIONAL

UN PARCOURS DISTINGUÉ

Docteur en droit de l'Université de Genève — thèse sur la compétence de la CPI, publiée en Europe — **2005**

Premier Président de la Cour des comptes du Niger **2019 – 2023**

Contributeur du Commentary on the First Geneva Convention (CICR / Cambridge UP) — **2016**

Agrégé & Professeur titulaire du CAMES : membre des jurys d'agrégation, sessions **2021, 2023 et 2025**

Doyen, Faculté des sciences juridiques et politiques — Univ. Abdou Moumouni — **2024 à ce jour**

Membre, Vice-Président de la Cour constitutionnelle **2010 - 2019**

Président de l'Association nigérienne pour le droit international (ANDI) — **2024 à ce jour**

Expert du CAMES, de l'Union Africaine, de l'OIF, de la CEDEAO et de l'État du Niger

CE QUE J'APPORTE À LA CDI

Je mettrai mon expérience de **plus de 25 ans** et mon engagement de chercheur au service d'un droit international **moderne, inclusif et efficace**, capable de répondre aux attentes des générations présentes et futures.

En tant que membre de la CDI, j'impulserai une réflexion sur les modalités de fonctionnement et sur les réformes rendues impératives de l'ONU, une approche qui favorise le **dialogue** entre les différentes **traditions juridiques**, une meilleure prise en compte des préoccupations des **pays en développement** et une réflexion approfondie sur les **nouveaux domaines (la gouvernance de l'intelligence artificielle, la responsabilité des acteurs dans le cyberspace, la protection de l'environnement ou encore le renforcement de l'effectivité du droit international)** nécessitant un encadrement normatif sur le plan international. Dans un contexte complexe de défis globaux interdépendants, le droit international doit sans doute continuer à être un vecteur de stabilité, de prévisibilité et de solidarité.



Réformes et moderations

Impulser une réflexion sur les modalités de fonctionnement et les réformes devenues impératives de l'ONU.



Faire dialoguer les traditions juridiques

Favoriser le dialogue entre les différents systèmes et traditions juridiques du monde.



Porter la voix des pays en développement

Mieux prendre en compte leurs préoccupations dans l'élaboration et l'effectivité du droit international.



Encadrer les domaines émergents

Gouvernance et responsabilité dans le cyberspace, protection de l'environnement et des ressources communes.

« Dans un contexte de défis globaux interdépendants, le droit international doit demeurer un vecteur de stabilité, de prévisibilité et de solidarité. »

PR OUMAROU NAREY

UN PROFIL COMPLET AU SERVICE DE LA CODIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL



Droit international public



Droit international pénal



Droit international humanitaire



Sécurité collective



Coopération juridique internationale



Codification & développement progressif du droit international



Droit international des droits de l'homme



Droit international économique



Régulation internationale des finances publiques



Parcours du Pr Oumarou NAREY



FORMATION UNIVERSITAIRE

- ♦ Agrégation de droit public (CAMES) — 2013
- ♦ **Doctorat en droit** — Université de Genève, Suisse - 2005
- ♦ **DEA en droit** — Université de Genève, Suisse — 2001
- ♦ **Master & Bachelor of Arts in Law** — Univ. Patrice Lumumba, Moscou - 1998
- ♦ **Académie internationale de droit constitutionnel** — Tunis — 2010



ENCADREMENT DOCTORAL (INTERNATIONAL)

- ♦ Sécurité collective de l'ONU & conflits armés contemporains
- ♦ La responsabilité de protéger ; les victimes devant la CPI
- ♦ Criminalité transnationale au Sahel ; protection des réfugiés



LANGUES

- ♦ **Français - Anglais - Russe** (*lu, écrit, parlé*)



DISTINCTIONS

- ♦ **Officier**, Ordre des Palmes académiques du Niger - 2022
- ♦ **Chevalier**, Ordre national du Niger - 2020
- ♦ **Chevalier**, Ordre intl des Palmes académiques (OIPA-CAMES) - 2020



FONCTIONS & RESPONSABILITÉS

- ♦ **Directeur du Laboratoire** d'études et de recherches en droit international, droit communautaire, droit administratif et droit constitutionnel (LerDIDAC) à l'École doctorale des Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, à compter du 29 août 2025.
- ♦ **Doyen**, Faculté des sciences juridiques et politiques — Univ. Abdou Moumouni — 2024 à ce jour
- ♦ **Premier Président**, Cour des comptes du Niger - 2019 – 2023
- ♦ **Membre, Vice-Président**, Cour constitutionnelle du Niger 2010 — 2019
- ♦ **Membre du jury**, concours d'agrégation du CAMES, droit public - 2021, 2023, 2025
- ♦ **Professeur titulaire** des universités (CAMES) — 2018



PUBLICATIONS MARQUANTES

- ♦ Le pouvoir normatif de l'Assemblée générale de l'ONU : mythe ou réalité ? - 2024
- ♦ L'apport de la doctrine internationaliste africaine à la codification du droit international dans les travaux de la CDI - 2023
- ♦ Les privilèges et immunités diplomatiques des fonctionnaires de l'OHADA - 2020
- ♦ La Cour pénale internationale et l'Afrique : analyse des procédures en cours - 2015
- ♦ L'appel devant les juridictions internationales - 2011
- ♦ Le contrôle de la conformité des traités et accords internationaux à la constitution - 2008
- ♦ Les droits de l'homme en milieu rural - 2007
- ♦ Les titres de compétence de la Cour pénale internationale - 2005
- ♦ Les réformes de l'ONU - 1998
- ♦ Le règlement pacifique des conflits internationaux - 1996



ENGAGEMENT INTERNATIONAL & RÉSEAUX

- ♦ Vice-président de l'Association internationale de droit constitutionnel (AIDC), à compter du 8 juillet 2026
- ♦ **Président**, Association nigérienne pour le droit international (ANDI) - 2024
- ♦ **Membre**, Association africaine de droit international (ASADI) - 2022
- ♦ **Membre**, Association internationale de droit pénal (AIDP)
- ♦ **Expert** : Union africaine, OIF (missions électorales), UNESCO, CEDEAO



RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- ♦ Président de jurys de thèses: Universités d'Abomey-Calavi, Bouaké, Houphouët-Boigny, Thomas Sankara
- ♦ Membre de jurys de thèses: Universités de la sous région et Universités françaises
- ♦ Représentant de l'ONG aux travaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève - 2002-2003



Recherche SCIENTIFIQUE

+30

ARTICLES
PUBLIÉS

+7

OUVRAGES
DE RÉFÉRENCES
DIRIGÉS

+30

RENCONTRES
SCIENTIFIQUES
INTERNATIONALES

